



PROGRAMMATION
IMMOBILIÈRE

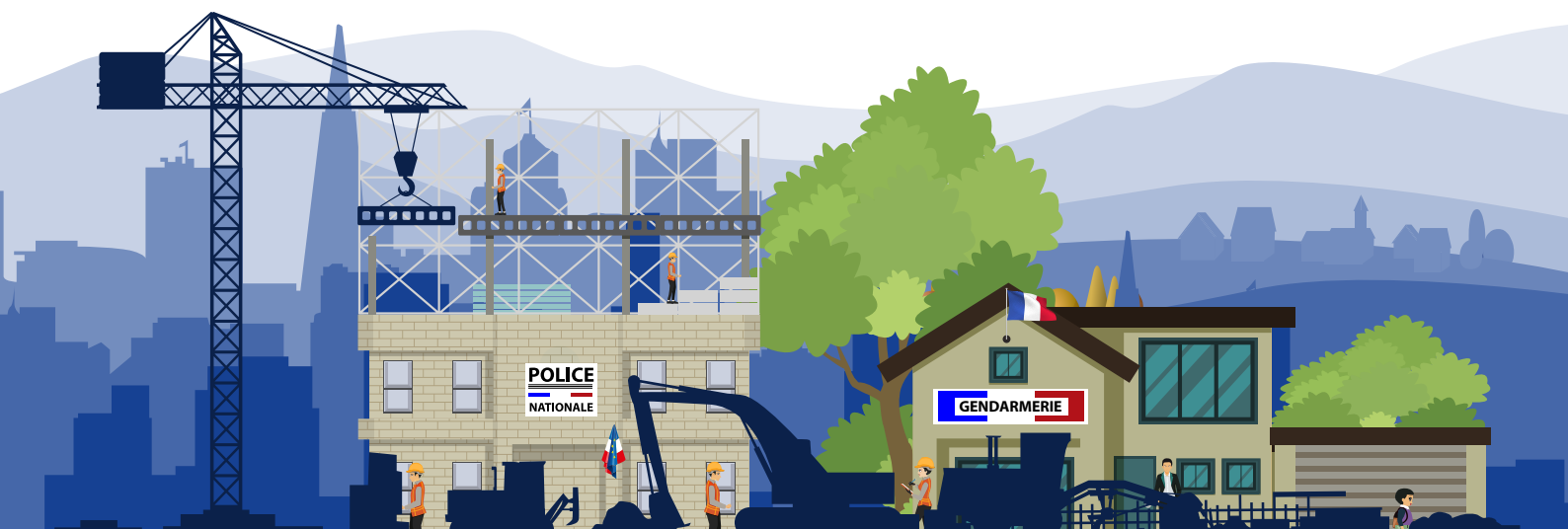
POUR LA

POLICE NATIONALE

ET LA

GENDARMERIE NATIONALE

2018-2020



24 janvier 2018

Sommaire

Edito

p.4

Chiffres clés

p.5

Carte de France des projets

p.6

Focus

Police nationale

Gendarmerie nationale

Les budgets « déconcentrés »

La co-construction immobilière

p.8

Nouveaux projets immobiliers lancés 2018-2020

p.24

Projets livrés au cours des années à venir

p.27

Anticiper aujourd'hui pour réussir demain : Projets pour lesquels des études seront lancées



GÉRARD COLLOMB

Ministre d'État, ministre de l'Intérieur

Depuis que j'ai pris mes fonctions place Beauvau, je me suis rendu dans de nombreux commissariats de police et brigades de gendarmerie. Je suis allé au cœur de Paris comme en petite et moyenne couronne, dans les grandes agglomérations comme dans les villes moyennes, dans les plus petits de nos villages aussi. J'ai visité parfois des bâtiments d'une grande qualité, marqués par une architecture à la fois esthétique et fonctionnelle, par des technologies très performantes, des bâtiments pleinement adaptés aux missions des forces de sécurité. J'ai vu aussi – et je sais combien ce sujet est primordial pour nos forces de l'ordre - des commissariats et casernes datés, parfois-même vétustes, inadaptés à une police et une gendarmerie du XXI^e siècle et indignes de l'engagement de nos forces et de l'accueil des usagers du service public.

C'est pour remédier à cette situation que ce Gouvernement a décidé de faire de l'amélioration du parc immobilier des policiers et des gendarmes, une priorité du quinquennat. Non pas au travers d'un plan d'urgence qui n'aurait pas permis de traiter cette problématique en profondeur. Mais par la mise en place d'une programmation ambitieuse sur trois ans, permise par les engagements budgétaires inscrits dans la loi de programmation des finances publiques votée au Parlement. Ainsi les crédits immobiliers de la Police nationale s'établiront à un niveau annuel de 196 millions d'euros, en augmentation de +5 % par rapport à 2017. Quant au budget annuel consacré au parc immobilier de la Gendarmerie, il sera porté à 101 millions d'euros, en augmentation de +9 % par rapport à l'année précédente.

Le plan immobilier 2018-2020, qui prévoit la réalisation de 29 nouveaux projets d'ampleur pour la Police nationale et de 47 pour la Gendarmerie, correspond à la traduction concrète de cette priorité. Elaboré – c'est notre marque de fabrique - à partir des besoins du terrain, il couvre la totalité du territoire national (métropole comme outre-mer), dans un souci d'équilibre entre les différentes régions. Il témoigne de l'engagement résolu du Gouvernement tant pour améliorer les conditions de travail de ceux qui protègent les Français, que pour mieux accueillir les victimes du crime et de la délinquance.

Nous pensons donc une trajectoire sur trois ans. Mais il ne s'agit pas de tout figer dans le marbre. Des priorités nouvelles peuvent en effet émerger, des aléas imprévus apparaître, susceptibles d'impacter notre programmation immobilière. C'est pourquoi, parallèlement à ces 76 nouveaux projets, un important programme d'études continuera à être déployé. Il s'agit d'anticiper pour gagner en réactivité. Il s'agit tout simplement de prévoir pour pouvoir.

Bienvenue dans ce tour d'horizon des territoires qui, dans un futur proche, vont voir le visage de leurs commissariats, de leurs brigades, changer.

Avec ce plan, nous dessinons aujourd'hui la police et la gendarmerie de demain.

Gérard COLLOMB

Chiffres clés

Police nationale

BUDGET IMMOBILIER



2018 : 196 M€ (+ 5 %)

2019 : 196 M€

2020 : 196 M€

29 nouvelles opérations

dont

17 constructions neuves
(dont 3 stands de tir)

12 rénovations / réhabilitations



Augmentation des crédits déconcentrés

2018 : 45 M€

2016 : 19 M€



Budget consacré à la maintenance lourde

2018 : 31 M€

2019 : 47 M€

2020 : 50 M€



Gendarmerie nationale

BUDGET IMMOBILIER



2018 : 101 M€ (+ 9 %)

2019 : 105 M€

2020 : 105 M€

47

nouvelles opérations



9700

logements
concernés



15 Millions €/an
pour la sécurisation des casernes



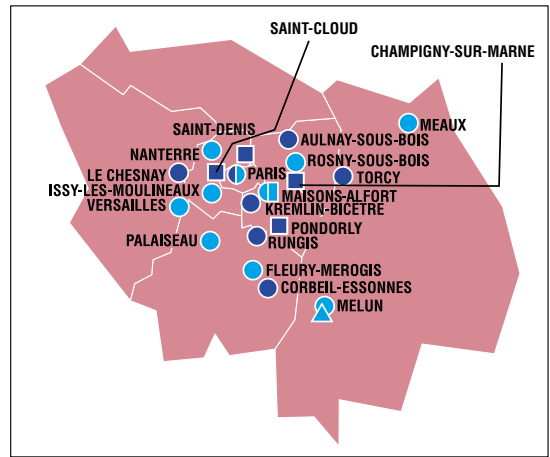
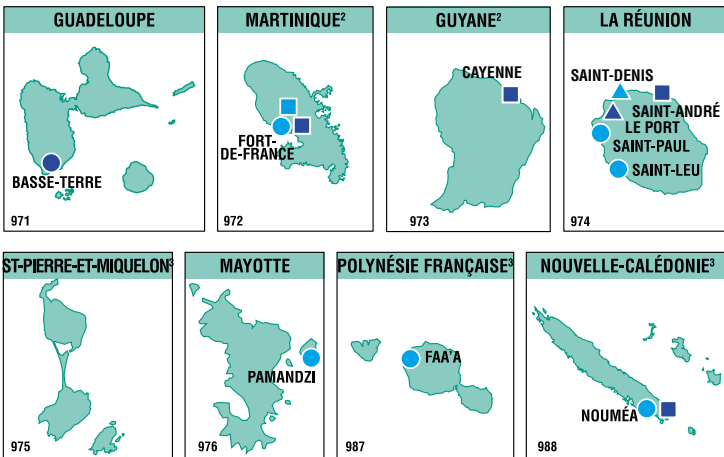
Carte de France des projets

- Site police
- Site gendarmerie

● Nouveaux projets immobiliers lancés 2018-2020

■ Projets livrés au cours des années à venir

▲ Projets pour lesquels une étude est lancée





Police nationale

De nouveaux commissariats et des moyens supplémentaires pour entretenir le parc immobilier

Sur la période 2018-2020, un budget de **196 millions d'euros (+ 5%)** sera consacré chaque année aux constructions neuves ainsi qu'aux opérations lourdes de rénovation et de maintenance des commissariats et hôtels de police.

Opérations immobilières

D'ici à fin 2020, **29 nouvelles opérations** seront lancées et 26 projets, en cours de réalisation, seront poursuivis et achevés.

Parmi les **29 nouvelles opérations** :

- 17 constructions neuves, dont 3 stands de tir
- 12 projets de rénovation ou d'extension de commissariats et hôtels de police existants

Parmi ces opérations, 5 sont portées conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales (Corbeil-Essonnes, Nice, Sanary-sur-Mer, Aulnay-sous-Bois, Mérignac).

Ces 29 nouvelles opérations sont réparties dans 25 départements et compris dans 9 régions métropolitaines et 1 région d'outre-mer.

Maintenance lourde

La part du budget consacré à la maintenance lourde (travaux d'isolation, rénovation, mise en conformité et mise en sécurité...) augmentera entre 2018 et 2020 : **31 millions d'euros en 2018 pour atteindre 50 millions d'euros en 2020**, tandis qu'elle s'élevait à 14,7 millions d'euros en 2015.

Alors que ces dépenses de maintenance lourde ont, pendant longtemps, été considérées comme des variables d'ajustement, un effort particulier sera porté au cours des prochaines années afin d'assurer l'entretien régulier du parc immobilier et prévenir ainsi sa dégradation à moyen et long terme.

Au-delà de leur augmentation, les dépenses de maintenance lourde porteront prioritairement sur :

- **La mise en conformité des stands de tir** au regard de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité. Ainsi, 13 millions d'euros y seront consacrés sur la période 2018-2020. Les stands de tir des CRS de Saint-Quentin et Chatel Guyon, des écoles nationales de police d'Oissel et de Roubaix ainsi que de l'hôtel de police de Cannes font notamment partie des opérations de maintenance prévues pour ces installations.
- **Les laboratoires de police technique et scientifique** dont la rénovation sera également l'occasion d'opérer des mutualisations entre la police et la gendarmerie. Entre 2018 et 2020, 10 millions d'euros seront ainsi consacrés à la rénovation lourde des laboratoires de police technique et scientifique.
- **La rénovation des écoles de police** à travers un budget de 30 millions d'euros sur la période.
- **La rénovation des cantonnements des CRS** à laquelle sera consacrée 10 millions d'euros sur les trois prochaines années.



Gendarmerie nationale

Une rénovation profonde des casernes et une sécurisation renforcée des emprises

Pour la gendarmerie nationale, **101 millions d'euros seront consacrés en 2018** aux opérations de rénovation et de maintenance lourde des casernes de la gendarmerie nationale, qu'il s'agisse des locaux de service ou des logements. Ce montant sera porté à **105 millions d'euros pour les années 2019 et 2020**.

Ce budget permettra de financer des travaux d'extension, de rénovation et de maintenance lourde sur **47 sites répartis dans 38 départements** et 13 régions métropolitaines, 3 régions d'outre-mer ainsi qu'en Nouvelle Calédonie et en Polynésie Française.

Entre 2018 et 2020, ce sont près de **9 700 logements** qui seront concernés par des travaux de rénovation sur l'ensemble du territoire.

Alors que plusieurs événements ont récemment démontré la nécessité de renforcer la sécurité des casernes de gendarmerie, un effort tout particulier sera déployé au profit de la sécurisation des casernes (locaux techniques, logements). Ainsi, **15 millions d'euros** seront consacrés chaque année au renforcement de la sécurité des installations immobilières de la gendarmerie, au profit de ceux qui y travaillent ou qui y résident. Il s'agit d'une priorité forte sur les années à venir.

Les budgets « déconcentrés » : De vraies marges de manœuvre, au plus près du terrain

Les budgets dits « déconcentrés » sont gérés au plus près du terrain par les chefs de services régionaux et départementaux. Ils servent à financer les travaux d'aménagement et d'entretien courant des services.

Conformément aux engagements qui ont été pris, notamment dans le cadre de la loi de finances pour 2018, la politique immobilière des forces de l'ordre sera marquée par la déconcentration, au plus près du terrain, de la gestion des budgets consacrés aux travaux d'aménagement et d'entretien courant. En effet, il s'agit d'éviter les situations fréquemment dénoncées et qui se traduisaient par une longue attente de la validation des petits travaux d'entretien (plomberie, vitrerie, peinture...) par la chaîne administrative. Il était donc indispensable de redonner des marges de manœuvre aux gestionnaires locaux, notamment au niveau départemental, qui sont les plus à même d'évaluer les besoins et de prioriser ces dépenses qui

contribuent à l'amélioration quotidienne des conditions de travail des forces de l'ordre.

En **sécurité publique**, les budgets déconcentrés au niveau départemental seront augmentés **dès 2018** sur l'ensemble du territoire pour un **montant total de 45 millions d'euros, contre 19 millions** en 2016. Ces crédits permettront de réaliser les travaux d'entretien courant.

Dans la gendarmerie nationale, une expérimentation de la déconcentration des crédits sera menée en **2018 dans la zone Est. Cette dernière disposera ainsi d'une enveloppe de 950 000 euros** pour assurer des dépenses de maintenance courante (préparation, validation et conduite des opérations) en lien avec les unités territoriales de niveau régional et départemental.

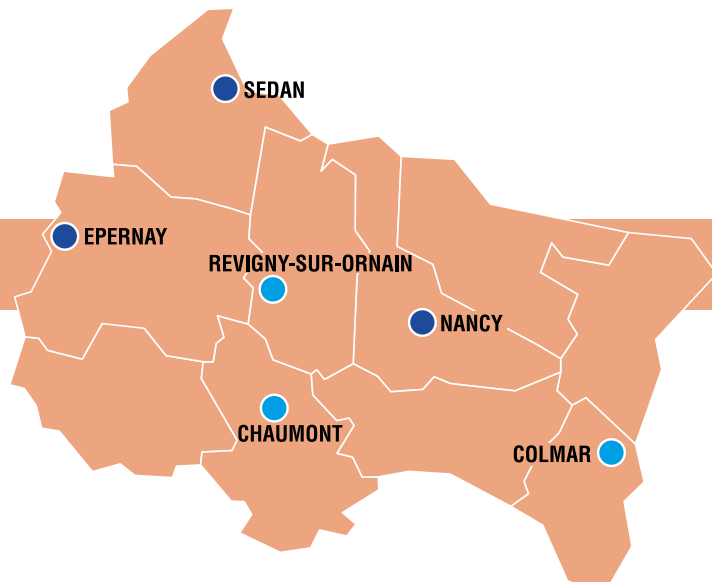
La co-construction immobilière : Un outil au service des forces de l'ordre et des citoyens

Au 31 décembre 2017, la disposition de loi permettant aux collectivités de participer à des projets immobiliers devait expirer rendant impossible, dès 2018, de telles participations. Alors que ces dernières sont de plus en plus nombreuses à vouloir participer à ces projets d'équipements structurants pour les territoires, il était essentiel de prolonger le dispositif existant. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2018, le **Gouvernement a porté un amendement permettant de proroger pour 3 ans le régime** permettant aux collectivités locales d'intervenir dans des opérations intéressant la police et la gendarmerie à

la fois pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux et/ou prendre en charge financièrement tout ou partie du projet. Alors que 200 projets de logements locatifs sont en cours pour la gendarmerie nationale (représentant 2 600 logements, soit 600 millions d'euros de projets d'investissements) et que 5 nouveaux projets seront ainsi déployés pour la Police nationale, la prolongation de cette disposition était essentielle pour poursuivre les projets co-construits par l'Etat et les collectivités, au service des forces de l'ordre et des citoyens.

Région

Grand Est



Police



- **Épernay** (6 M€*) : rénovation et extension du commissariat de police
- **Nancy** (3 M€) : extension de l'hôtel de police
- **Sedan** (5 M€) : construction du commissariat de police

Gendarmerie



- **Revigny-sur-Ornain** (6,9 M€) : rénovation énergétique (157 logements)
- **Colmar** (350 000 €) : sécurisation de l'emprise de la section aérienne de gendarmerie
- **Chaumont** (4,6 M€) : réfection (116 logements)

*M€ : millions d'euros



ZOOM sur...



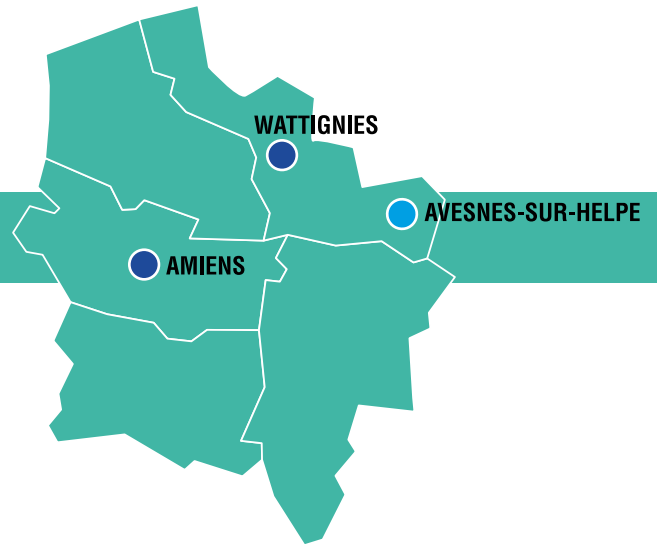
CHAUMONT Rénovation de la caserne domaniale de Castelnaud

La caserne domaniale Castelnaud à Chaumont comporte 122 logements, datant de 1937 et rénovés en 1980. Une opération de rénovation de ces logements, pour un montant de 4,6 millions d'euros sera lancée. Les travaux devraient débuter d'ici début 2019 pour une durée de 20 mois. Ce projet permettra d'offrir de meilleures conditions de résidence pour les gendarmes et leurs familles.



Région

Hauts-de-France



Police



- **Wattignies** (4 M€) : relogement du commissariat
- **Amiens** (25 M€) : construction d'un nouvel hôtel de police

Gendarmerie



- **Avesnes-sur-Helpe** (1,5 M€) : réfection (41 logements)



ZOOM sur...



AMIENS

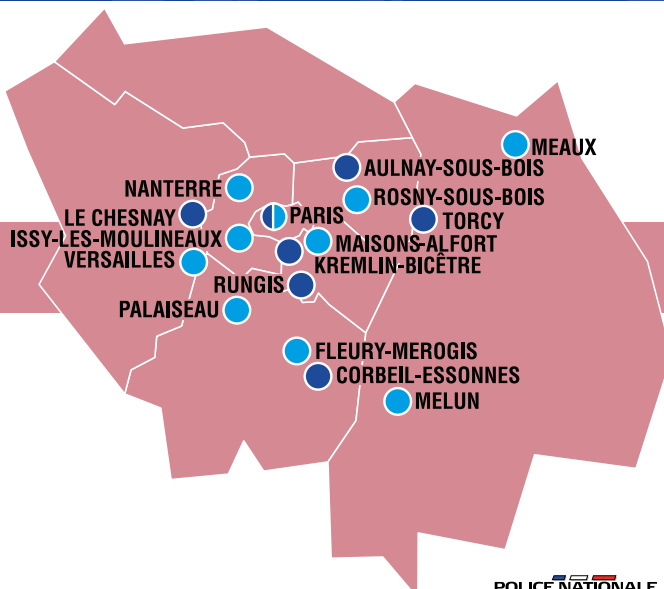
Construction d'un nouvel Hôtel de police

Construit en 1960, le bâtiment actuellement occupé par la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) et la police judiciaire ne répond plus au référentiel de construction de la police nationale et ne garantit pas de bonnes conditions de travail aux personnels. Bien qu'une partie de la DDSP a été relogée depuis 2013 sur un autre site, la surface de travail disponible est inférieure aux normes de référence (8,76 m² contre 12 habituellement). Dès lors, un terrain a été identifié pour permettre la construction puis le relogement de l'hôtel de police dont le montant prévisionnel s'élève à 25 millions d'euros. Sa livraison devrait intervenir en 2023.



Région

Île-de-France



Police



- **Paris** (20 M€) : réhabilitation de l'hôtel de police du 14^e
- **Torcy** (13 M€) : construction d'un nouvel hôtel de police
- **Kremlin-Bicêtre** (15 M€) : construction d'un nouvel hôtel de police
- **Le Chesnay** (1,5 M€) : sécurisation de l'emprise
- **Rungis** (4 M€) : construction d'un stand de tir
- **Corbeil-Essonnes** (12 M€ en cofinancement par les collectivités territoriales et l'État) : construction d'un commissariat de police
- **Aulnay-sous-Bois** (16 M€ en cofinancement par les collectivités territoriales et l'État) : construction d'un commissariat de police
- **Rénovation ou construction d'un cantonnement de CRS** (études en cours pour déterminer le site retenu)

Gendarmerie



- **Paris – Babylone** (9,8 M€) : Mise aux normes électriques, menuiseries et réfection de la toiture (257 logements)
- **Nanterre – Garde Républicaine** (52 M€) : réhabilitation de l'emprise (658 logements)
- **Melun** (14,7 M€) : réhabilitation (159 logements)
- **Melun** (2 M€) : mise en sécurité et traitement des façades de l'école des officiers de la gendarmerie nationale
- **Meaux** (1,8 M€) : réfection des logements (61) et des locaux techniques
- **Palaiseau** (3,3 M€) : réfection (52 logements)
- **Issy-les-Moulineaux Nord** (3 M€) : remplacement des menuiseries et traitement des façades (187 logements)
- **Issy-les-Moulineaux** (4,8 M€) : rénovation du clos et du couvert (94 logements)
- **Fleury-Merogis** (880 000 €) : traitement du clos et du couvert des 16 logements de la brigade territoriale
- **Rosny-sous-Bois** (2,5 M€) : sécurisation du fort de Rosny
- **Versailles – Satory** (10,5 M€ dont 1M de subvention par le Conseil régional) : rénovation des logements (374)
- **Maisons-Alfort** (950 000€) : sécurisation du fort de Charenton



ZOOM sur...



PARIS

Réhabilitation de l'hôtel de police du 14^e arrondissement

Construit en 1973, l'hôtel de police du 14^e arrondissement est particulièrement vétuste et son organisation fonctionnelle est inadaptée. Générant des coûts élevés d'entretien et de maintenance (près de 900 opérations sur les trois dernières années), il ne permet plus aux fonctionnaires de police qui l'occupent d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions tandis que les conditions d'accueil des usagers sont dégradées. Cet important projet de réhabilitation, dont le montant total est estimé à 20 M€, est emblématique du programme de remise à niveau immobilière engagé par le ministère de l'intérieur. Ce projet devrait être achevé en 2022.



ZOOM sur...



CORBEIL-ESSONNES

Construction d'un nouveau commissariat de police

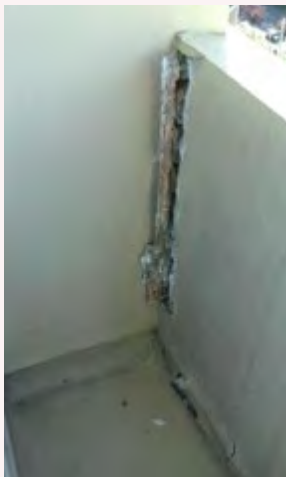
Alors que le bâtiment actuel, construit en 1989, avait été conçu pour accueillir 80 fonctionnaires de police, les effectifs atteignent aujourd'hui plus de 120 personnes. Pour eux comme pour les usagers, ce bâtiment est devenu exigu et inadapté. Pour trouver une solution durable à cette sur-occupation, l'Etat et les collectivités territoriales (commune et communauté d'agglomération Seine-Essonnes) portent un projet de nouveau commissariat permettant d'accueillir 140 fonctionnaires d'un montant prévisionnel de 12 M€ en cofinancement entre l'État et les collectivités territoriales. Les conditions de partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales seront fixées par convention. La livraison devrait avoir lieu en 2022.



NANTERRE Rénovation de la caserne domaniale Rathelot

La caserne domaniale Rathelot abrite le 1^{er} Régiment d'Infanterie de la garde républicaine, qui comprend quatre compagnies. Les bâtiments, construits en 1974, présentent de multiples pathologies (chauffage inadapté et dangereux, non-conformité du réseau électrique, façades dégradées, huisseries vétustes...) qui ne permettent pas d'héberger les familles dans de bonnes conditions. Outre une mise aux normes en matière de sécurité incendie prévue en 2019, une opération de réhabilitation globale des 652 logements (soit 2 000 personnes concernées) est programmée à hauteur de 52 millions d'euros.

Par ailleurs, de nouvelles études seront financées dans les années à venir en vue d'une rénovation des locaux de services et techniques.



Collectivité territoriale de

Corse

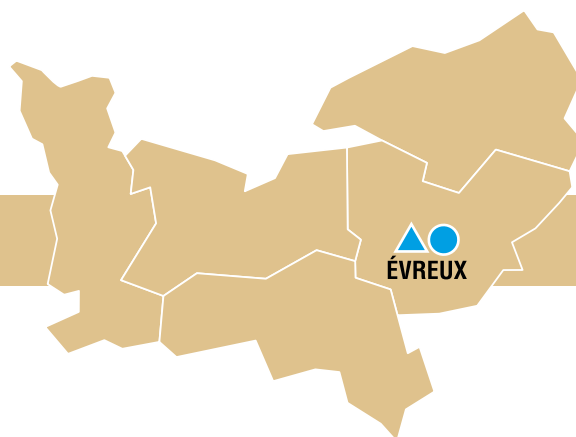


Gendarmerie

- **Ajaccio** (3 M€) : rénovation et mise aux normes (70 logements)

Région

Normandie



Gendarmerie



- **Evreux** (60 000 €) : Construction d'un chenil pour les équipes cynophiles
- **Evreux** : Lancement d'une étude en vue de rénover les 56 logements



ZOOM sur...

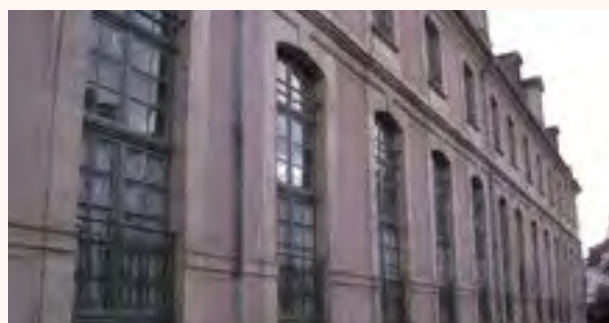


EVREUX

Rénovation de la caserne domaniale Amey

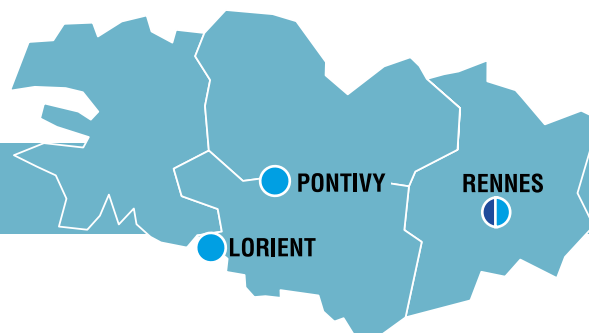
La caserne domaniale Amey accueille les services du groupement départemental de gendarmerie. Cet immeuble domanial, qui comprend 56 logements ainsi que les locaux de service et techniques, n'offre pas de bonnes conditions de travail pour les personnels et des conditions agréables de résidence pour les familles. Des études seront financées à hauteur de 300 000€ dans la perspective des travaux.

En outre, un projet de création d'un chenil (60 000 €) sera conduit pour les équipes cynotechniques qui occupent actuellement un local de la base aérienne de l'armée de l'air qui ne sera bientôt plus disponible.



Région

Bretagne



Police



- **Rennes** (5 M€) : regroupement des services de la direction zonale des CRS et regroupement des services de renseignement à l'hôtel de police

Gendarmerie



- **Pontivy** (3,5 M€) : rénovation énergétique (140 logements)
- **Rennes** (10 M€) : réfection de 352 logements (menuiseries, façades, VMC)
- **Lorient** (4 M€) : réhabilitation de l'emprise (31 logements)



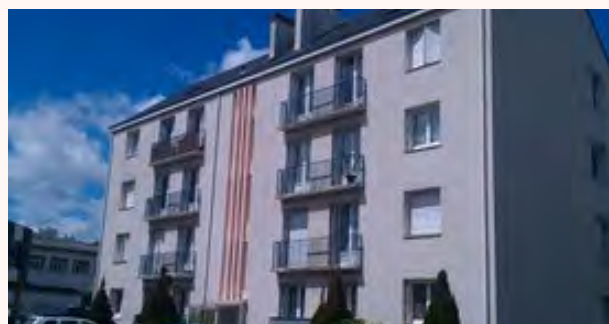
ZOOM sur...



LORIENT

Réhabilitation de la caserne Joffre

La caserne Joffre, siège de la compagnie de gendarmerie départementale du Morbihan, est composée de 5 bâtiments construits en 1939 et en 1972. Elle abrite 31 familles et l'ensemble des locaux de services et techniques de la compagnie. Des fissures sont apparues dans les bâtiments les plus anciens et un diagnostic de structure a révélé un tassement des fondations. De manière générale, l'ensemble de la caserne est vétuste et nécessite des travaux de réfection et de mise aux normes (clos et couvert, électricité, incendie, réfection des pièces humides, etc.) qui devraient débuter courant 2020.



Région

Pays-de-la-Loire



Police



- **Le Mans** (1,8 M€) : construction d'un stand de tir mutualisé

Gendarmerie



- **Le Mans** (4,4 M€) : construction d'un bâtiment de stockage



ZOOM sur...



LE MANS

Construction d'un stand de tir sur le site Paixhans

Le projet de création d'un stand de tir sur le site « Paixhans », au Mans, s'inscrit dans le cadre d'une mutualisation des infrastructures d'entraînement au tir entre différents services du ministère de l'intérieur (police, gendarmerie) et d'autres ministères (services pénitentiaires, douanes et office national de la chasse et de la faune sauvage - ONCFS). Au total, près de 1 200 fonctionnaires armés (dont un peu plus de 1 000 agents du ministère de l'intérieur) pourront s'entraîner sur cette nouvelle infrastructure qui, au-delà d'offrir de meilleures conditions d'entraînement aux agents, illustre l'engagement du ministère en matière de mutualisations. Le montant prévisionnel de ce projet s'élève à 1,8 millions d'euros.



Région

Centre-Val-de-Loire



Police



- **Vierzon** : lancement d'une étude sur la construction d'un commissariat

Gendarmerie



- **Châteaurox** (4 M€) : construction de locaux techniques



ZOOM sur...



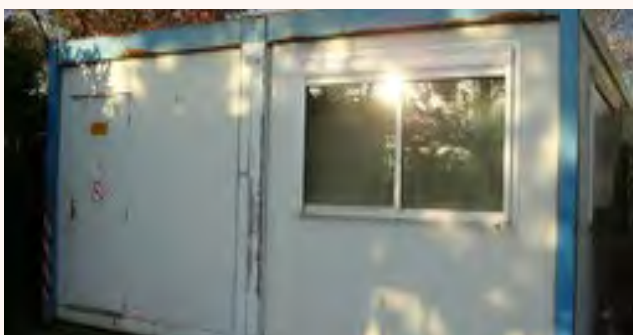
CHATEAUROUX

Construction de locaux techniques à la caserne Charlier

Construite dans les années 1960, la caserne Charlier accueille le groupement de gendarmerie départementale de l'Indre et un escadron de gendarmerie mobile. Si les logements ont fait l'objet de rénovations en 2011, les locaux de services et techniques, qui n'avaient pas été rénovés, sont vétustes et inadaptés aux besoins des unités. En outre, la gendarmerie mobile ne possède pas de zone technique dédiée.

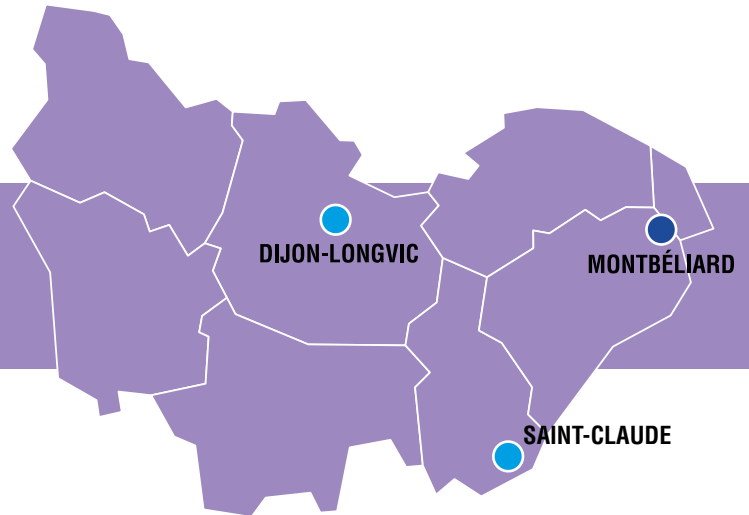
Pour pallier ces difficultés, une opération est programmée pour construire des garages de service, des ateliers, un poste de police et des zones de stockage.

Le coût prévisionnel de ce projet est estimé à 4 millions d'euros pour une livraison en 2021.



Région

Bourgogne-Franche-Comté



Police



- **Montbéliard** (1 M€) : réhabilitation du commissariat de police

Gendarmerie



- **Dijon - Longvic** (25,7 M€) : école de gendarmerie de Dijon (extension du capacitaire, réfection des réseaux, création d'un champ de tir.)
- **Saint Claude** (350 000€) : réhabilitation des locaux de service incendiés



ZOOM sur...



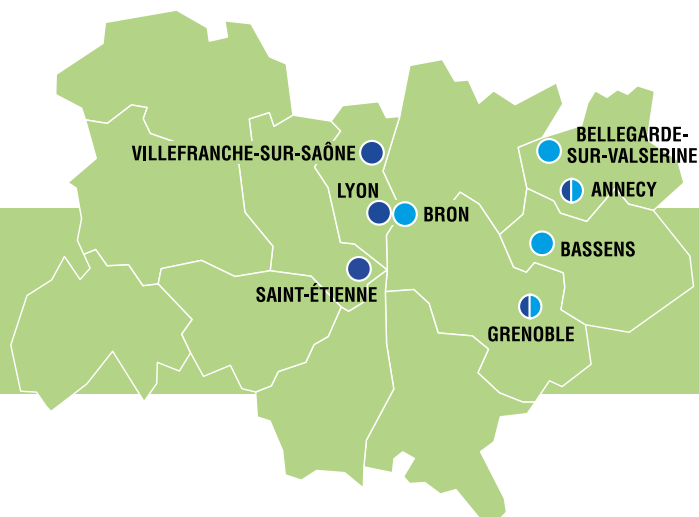
DIJON-LONGVIC Création d'une école de Gendarmerie

Pour assurer la formation des gendarmes dont les recrutements sont en hausse, un projet de création d'une nouvelle école de gendarmerie à Dijon, sur l'ancien site de la base aérienne, est conduit sur plusieurs années. Les travaux, d'un montant prévisionnel de 25,7 millions d'euros, permettront de transformer le site de la base aérienne en école et d'augmenter les capacités d'accueil du site. Les opérations permettront également de créer les outils nécessaires à la formation tels qu'un champ de tir. Les premières livraisons interviendront en 2019 et s'échelonneront sur les années à venir.



Région

Auvergne- Rhône-Alpes



Police



- **Villefranche-sur-Saône** (3,5 M€) : relogement du commissariat de police dans un nouveau bâtiment
- **Saint-Etienne** (14,7 M€) : construction d'un nouvel hôtel de police
- **Lyon - Mouton-Duvernet** (1 M€) : relogement du renseignement territorial
- **Anancy** (21 M€) : construction d'un nouvel hôtel de police
- **Grenoble** (700 000€) : construction d'un stand de tir

Gendarmerie



- **Bron** (2 M€) : réhabilitation de la section aérienne de gendarmerie
- **Bassens** (3 M€) : rénovation énergétique (161 logements)
- **Grenoble** (2 M€) : reconstruction des locaux de services incendiés
- **Bellegarde-sur-Valserine** (420 000€) : rénovation du système de chauffage



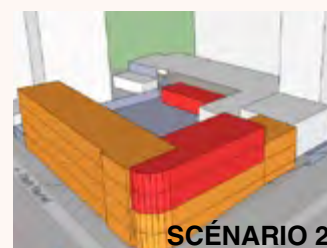
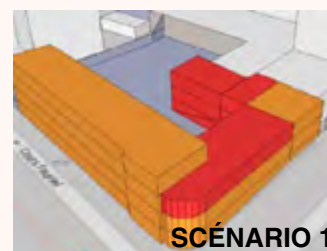
ZOOM sur...



SAINT-ETIENNE

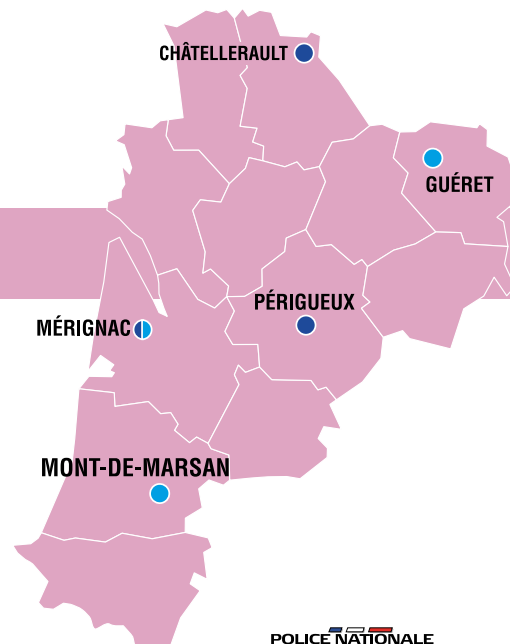
Extension-réhabilitation de l'hôtel de police

Vieillissant et ne répondant plus aux besoins des services tant en termes de surface que de fonctionnalité, le bâtiment du commissariat de police fera l'objet de travaux de rénovation qui permettront d'étendre la surface disponible et de mettre ce bâtiment en conformité avec les normes de sécurité, de sûreté, d'hygiène et d'accessibilité. Les conditions de travail des agents comme l'accueil du public s'en trouveront améliorées. Plusieurs scénarios sont en cours d'étude pour ce projet de réhabilitation-extension dont le montant est estimé à 15 millions d'euros et qui permettra d'accueillir 400 agents d'ici 2021.



Région

Nouvelle-Aquitaine



Police

- **Châtelleraut** (2 M€) : construction du commissariat de police
- **Mérignac - Gironde** (5 M€ pour la part financée par l'État) : restructuration du commissariat de police
- **Périgueux** (5 M€) : construction de l'hôtel de police

Gendarmerie



- **Guéret** (5,5 M€) : réfection (181 logements)
- **Mérignac** (400 000 €) : traitement du clos et du couvert des locaux de service
- **Mont-de-Marsan** (300 000 €) : restructuration des chenils

ZOOM sur...

MÉRIGNAC

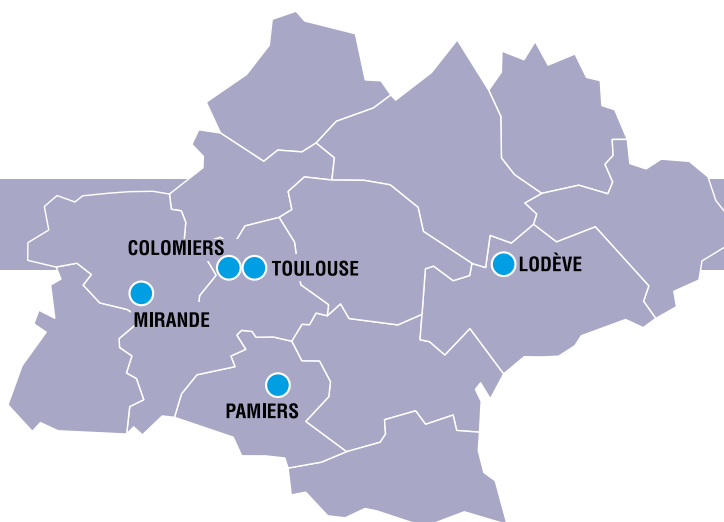
Construction d'un nouveau commissariat

Le projet de construction du nouveau commissariat de police de Mérignac permettra de regrouper les services de l'actuel commissariat et de la direction zonale au recrutement et à la formation de la police nationale dont les locaux étaient exigus, dégradés et inadaptés aux missions. En complément au foncier de l'État, la Commune de Mérignac apportera une parcelle dans le cadre d'un partenariat. L'installation de ces deux services sur un même site permettra de développer des synergies en mutualisant des salles de réunions, de formation et de bénéficier d'un accueil et d'une sécurisation globale (site, armurerie, stockage ...). Ce projet, dont le montant prévisionnel pour l'Etat s'élève à 5 M€, devrait être achevé en 2020.



Région

Occitanie



Gendarmerie



- **Colomiers** (320 000 €) : rénovation de l'atelier automobile dans le cadre d'un regroupement avec la police nationale et la sécurité civile
- **Toulouse** (4,5 M€) : réfection des bâtiments de 88 logements et des réseaux d'eau
- **Lodève** (500 000 €) : réhabilitation et sécurisation des accès
- **Mirande** (5,5 M€) : réhabilitation de l'emprise (106 logements)
- **Pamiers** (750 000 €) : mise aux normes (131 logements)



ZOOM sur...



TOULOUSE

Rénovation de la caserne Courrège

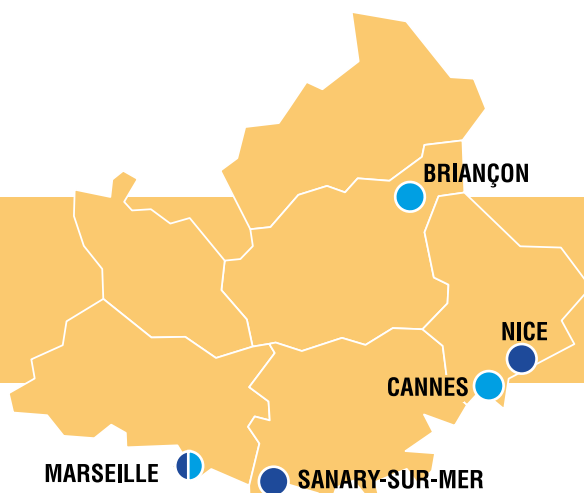
La caserne domaniale Courrège, à Toulouse, est le siège de l'état-major de la région de gendarmerie et d'un escadron de gendarmerie mobile. Elle regroupe les locaux de services de ces unités ainsi que 362 logements pour les gendarmes et leurs familles. Les travaux qui seront conduits permettront de rénover deux bâtiments de logements (88 logements) ainsi que les réseaux d'eau.

Ces travaux sont estimés à 4,5 M€.



Région

Provence-Alpes-Côte-D'azur



Police

- **Marseille** (15 M€) : regroupement de la CRS 54 sur le site de la CRS 55
- **Marseille, site de Sainte Anne** (2 M€) : regroupement des services de la sécurité publique
- **Nice** (50 M€ pour la part financée par l'Etat) : construction de l'hôtel de police
- **Sanary-sur-Mer** (500 000 € pour la part financée par l'État) : construction du commissariat de police

Gendarmerie



- **Marseille - caserne Hetzel** (15,5 M€) : réhabilitation de l'emprise (212 logements)
- **Marseille - caserne Donadieu** (2 M€) : réfection des réseaux (380 logements)
- **Briançon** (2 M€) : rénovation des réseaux de chauffage de 59 logements
- **Cannes** (4 M€) : traitement du clos et du couvert (31 logements)



ZOOM sur...



NICE

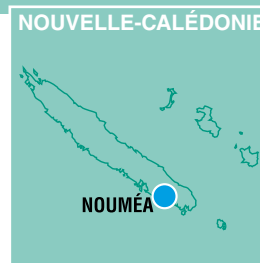
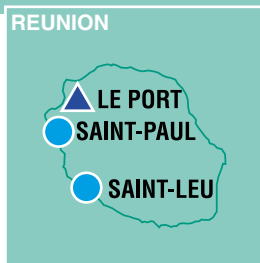
Construction d'un nouvel hôtel de police sur le site de l'Hôpital Saint Roch

Dans les anciens locaux du CHU de Nice, l'Etat et les collectivités territoriales portent un projet de relogement de la totalité des effectifs de la police nationale et de ceux de la police municipale. Alors que les locaux de l'hôtel de police Foch et de la caserne Auvare sont vétustes et peu fonctionnels, ce nouveau projet offrira à l'ensemble des personnels de la police nationale de bien meilleures conditions de travail. Un centre de rétention administrative sera intégré ainsi qu'un centre de crise commun avec la police municipale. Ce projet fait l'objet d'une co-construction entre l'Etat, la ville (maître d'ouvrage) et reçoit le soutien financier, du conseil départemental des Alpes-Maritimes (à hauteur de 5 M€) et du



conseil régional de Provence-Alpes-Côte-D'azur (à hauteur de 10 M€). Le projet devrait être achevé en 2022.

Outre-Mer



Police



- **Basse-Terre** (8,5 M€) : construction d'un commissariat de police
- **Le Port** : lancement d'une étude sur la construction d'un commissariat de police

Gendarmerie



- **Fort-de-France** (3 M€) : traitement des réseaux
- **Nouméa** (530 000 €) : réfection des logements (92)
- **Saint-Paul** (10,5 M €) : reconstruction de la caserne (57 logements)
- **Saint-Leu** (100 000 €) : réfection du réseau d'eau potable (5 logements)
- **Pamandzi** (330 000€) : rénovation des réseaux
- **Faa'a** (3 M€) : réhabilitation d'un cantonnement de gendarmes mobiles



ZOOM sur...



BASSE-TERRE - GUADELOUPE Construction d'un nouvel hôtel de police

Alors que le bâtiment actuellement occupé par le commissariat de Basse-Terre est insalubre et ne répond plus aux normes techniques, le regroupement des services de police au sein de l'ancien casernement de la gendarmerie de Basse-Terre permettra d'offrir un environnement de travail agréable et fonctionnel aux 168 fonctionnaires de police. Il permettra également des mutualisations et, de par son emplacement, facilitera les interventions dans l'ensemble de la ville. Ce projet, qui prévoit de conforter les installations pour répondre au risque sismique, devrait être livré en 2021. Son coût prévisionnel est estimé à 8,5 millions d'euros.



Projets livrés au cours des années à venir

Police



- **Marseille** (4 M€) : construction du commissariat de police de la division Sud (2018)
- **Montpellier** (3,2 M€) : création de l'antenne du RAID (2018)
- **Metz** (4,2 M€) : relogement de la direction zonale Est au recrutement et à la formation (2018)
- **Saint-Amand** (4,3 M€) : construction du commissariat de police (2018)
- **Coquelles** (2,9 M€ de préfinancements par la France et avant un remboursement par le Royaume-Uni) : construction d'un centre conjoint d'information et de commandement (2018)
- **Le Mans** (11,9 M€) : relogement de l'hôtel de police (2018)
- **Paris, 13^e arrondissement** (23 M€) : réhabilitation de l'hôtel de police (2018)
- **Paris – La Défense** (3,7 M€) : restructuration et extension du commissariat de police (2018)
- **Pondorly** (44,3 M€) : construction du cantonnement des CRS (2018)
- **Champigny-sur-Marne** (4,4 M€) : construction du commissariat de police (2019)
- **Saint-Denis** (52 M€) : relogement du commissariat de police et des laboratoires parisiens de l'INPS (2019)
- **Paris** (1,6 M€) : installation de la BRI au 36 Quai des Orfèvres (2019)
- **Paris** (2M€) : construction du centre de commandement des transports régionaux (2019)
- **Tourcoing** (11,9 M€) : construction de l'hôtel de police (2019)
- **Lyon** (8M€) : regroupement des services de la sûreté départementale de la direction départementale de la sécurité publique dans l'immeuble Bataille (2019)
- **Annemasse** (15 M€) : construction de l'hôtel de police (2019)
- **Bourgoin-Jallieu** (5,8 M€) : construction du commissariat de police (2019)
- **Fort-de-France** (32 M€) : construction de l'hôtel de police (2019)
- **Saint-André – La Réunion** (6,5M€) : construction du commissariat de police (2019)
- **Béziers** (8,4 M€) : extension de l'hôtel de police (2019)
- **Bordeaux** (1,4 M€) : extension de l'hôtel de police (2019)
- **Carcassonne** (13,4 M€) : construction de l'hôtel de police (2020)
- **Nouméa** (2,9 M€) : relogement de la direction interrégionale au recrutement et à la formation (2020)
- **Lyon** (15 M€) : réhabilitation de l'hôtel de police Berliet et transfert des commissariats du 7^e et du 8^e arrondissement (2021)
- **Saint-Cloud** (4 M€) : réhabilitation du commissariat de police (2021)
- **Pau** (5,5 M€) : extension de l'hôtel de police (2021)
- **Angers** (10,3 M€) : réhabilitation de l'hôtel de police (2021)
- **Cayenne** (30 M€) : construction de l'hôtel de police (2022)
- **Paris** (21,7 M€) : rénovation du commissariat central du 8^e arrondissement – Grand Palais (2023)

Projets livrés au cours des années à venir

Gendarmerie



- **Calvi** (6,5 M€) : réhabilitation de la caserne (2018)
- **Moulins** (6,4 M€) : traitement du clos et du couvert (2018)
- **Privas** (2,5 M€) : réfection du réseau de chauffage (2018)
- **Bourges** (2,3 M€) : réfection extérieure (2018)
- **Dijon** (7,8 M€) : livraison de la première tranche de l'école de gendarmerie (2018)
- **Châteaulin** (6 M€) : mise aux normes de l'école de gendarmerie et remplacement des menuiseries (2018)
- **Valenciennes** (2,4 M€) : réfection extérieure (2018)
- **Roanne** (3,7 M€) : rénovation extérieure (2018)
- **Saint-Herblain** (1,8 M€) : implantation d'une antenne GIGN à Nantes, réhabilitation intérieure des logements (2018)
- **Châlons-en-Champagne** (3,5 M€) : réfection du clos et du couvert (2018)
- **Arras** (3,7 M€) : réfection extérieure (2018)
- **Clermont-Ferrand** (2,5 M€) : réfection extérieure (2018)
- **Perpignan** (2 M€) : réfection extérieure des casernes Munier et Albafouille (2018)
- **Strasbourg** (3,6 M€) : rénovation des logements (2018)
- **Annecy** (7,8 M€) : traitement du clos et du couvert (2018)
- **Paris – Garde républicaine – quartier Monge** (700 000 €) : mise aux normes électriques (2018)
- **Amiens** (4 M€) : rénovation (2018)
- **Limoges** (4 M€) : réfection du clos et du couvert (2018)
- **Maisons-Alfort** (4 M€) : réfection des toitures terrasses (2018)
- **Tulle** (360 000 €) : mise aux normes électriques (2018)
- **Ussel** (500 000 €) : mise aux normes électriques (2018)
- **Ajaccio** (2,4 M€) : restructuration et mise aux normes du détachement aérien de gendarmerie (2019)
- **Meaux** (1,9 M€) : réfection des façades des logements et des locaux de services et techniques
- **Palaiseau** (2,5 M€) : réfection des menuiseries et des façades (2019)
- **Besançon** (2 M€) : remplacement des menuiseries (2019)
- **Hyères** (10 M€) : traitement de la structure, du clos et du couvert pour 269 logements (2019)
- **Le Puy en Velay** (3,4 M€) : traitement des façades (2019)
- **Saint-Amand-Montrond** (4,2 M€) : réhabilitation de la caserne (2019)
- **Avesnes-sur-Helpe** (1,5 M€) : réfection de l'étanchéité des balcons et remplacement des menuiseries extérieures des logements (2019)
- **Auxerre** (12,7 M€) : réhabilitation des logements et remplacement des menuiseries extérieures (2019)
- **Fort-de-France** (2 M€) : réhabilitation des villas et petits collectifs (2019)
- **Bayonne** (6,7 M€) : réhabilitation des toitures et des façades des bâtiments collectifs et rénovation de 23 logements (2020)
- **Ajaccio** (3,3 M€) : traitement des façades et mise aux normes (2020)
- **Le Mans** (4 M€) : construction d'un hangar de stockage (2020)
- **Bron** (2,2 M€) : réhabilitation ou reconstruction de la section aérienne de gendarmerie dans le cadre de la mise aux normes navigabilité (2020)
- **Cannes** (4,3 M€) : traitement du clos et du couvert (2020)
- **Saint-Etienne** (5,3 M€) : optimisation énergétique (2020)
- **Le Havre** (10,5 M€) : réhabilitation de la caserne (2020)

Les casernes de gendarmerie réalisées dans le cadre d'une co-construction entre l'Etat et les collectivités territoriales

Dans le cadre du dispositif permettant aux collectivités territoriales de participer aux projets immobiliers des forces de l'ordre – dispositif prolongé pour 3 ans par le gouvernement – 27 projets de construction ou de rénovation de casernes de gendarmerie seront livrés en 2018 dans les villes suivantes :

- **Montluçon**
- **Saint-Pierre-sur-Dives**
- **Saint-Martin-D'auxigny**
- **Ivry-la-Bataille**
- **Eauze**
- **Hédé**
- **Mordelles**
- **Chateaubourg**
- **Avoine**
- **La Membrolle-sur-Choisille**
- **Contres**
- **Vorey-sur-Arzon**
- **Pontchâteau**
- **Catus**
- **La Porte-du-Der**
- **Gourin**
- **Guénange**
- **Saint-Symphorien-d'Ozon**
- **Saint-Symphorien-sur-Coise**
- **Belleville-sur-Saône**
- **Brûlon**
- **Challes-les-Eaux**
- **Beauvoir-sur-Mer**
- **Saint-Léonard-de-Noblat**
- **Nozay**
- **Asnières-sur-Oise**
- **Bourail**

Anticiper aujourd'hui pour réussir demain

Liste des projets pour lesquels une étude est lancée

Alors que des priorités nouvelles peuvent émerger et des aléas se produire, avec un impact sur la programmation, il est indispensable d'anticiper ces évolutions naturelles en matière d'immobilier. C'est pourquoi et pour nous permettre d'agir à l'avenir, un programme d'études sera déployé au cours des trois prochaines années. Sans être exhaustive, la liste présentée ci-dessous présente des exemples des études qui seront ainsi lancées.

Police



- **Toulon** : réhabilitation du commissariat
- **Niort** : restructuration de l'hôtel de police
- **Metz** : rénovation et extension de l'hôtel de police
- **Forbach** : extension de l'hôtel de police
- **Le Port – La Réunion** : construction d'un commissariat de police
- **Vierzon** : construction d'un commissariat de police
- **Aubagne** : construction d'un commissariat de police
- **Arras** : construction d'un hôtel de police
- **Royan** : rénovation d'un commissariat

Gendarmerie



- **Evreux** : réfection de 56 logements
- **Luce** : réfection (226 logements)
- **Lure** : réfection (27 logements)
- **Saint-Denis (Réunion)** : réfection de l'électricité de la caserne
- **Laon** : audit énergétique
- **Brignoles** : rénovation des extérieurs et de l'isolation (30 logements)
- **Châteaulin** : diagnostic des réseaux et du stand de tir
- **Melun** : rénovation de l'école des officiers de la gendarmerie nationale
- **Foix** : rénovation de la caserne (63 logements)



SERVICE DE PRESSE DE M. GÉRARD COLLOMB
Ministre d'État, ministre de l'Intérieur

01 49 27 38 53
sec1.pressecab@interieur.gouv.fr